



# MINISTÈRE DES ARMÉES

Liberté  
Égalité  
Fraternité



<p><b>Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) :</b> Directeur de la Plate-forme commissariat ouest (PFC O).</p> <p><b>Service acheteur :</b> Division Achats Publics Bureau Fourniture et Services Quartier Foch - BP 22 - 35998 Rennes cedex 9</p>	<p><b>SIRET unique de l'État : 110 002 011 00044</b> <b>(À utiliser pour la facturation électronique)</b></p> <p><b>SIRET PFC O : 130 015 407 00013</b> <i>(pour information)</i></p>
<p><b>Service exécutant :</b> Division Finances - Bureau exécution de la dépense – Section Fournitures et Maintenance Quartier Foch/BP 22 - 35998 Rennes cedex 9</p> <p><b>Code service exécutant (SE) :</b> <b>D0410U5035 (à utiliser pour la facturation électronique)</b></p>	<p><b>Comptable assignataire :</b> Direction départementale des finances publiques du Finistère (DDFIP 29) 4 Square Marc Sangnier - CS 92839 29 228 Brest Cedex 2 <a href="mailto:ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr">ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr</a> – 02.98.80.55.55</p>
<p style="text-align: center;"><b>Points de contact :</b></p> <p>Procédure – suivi d'exécution : <a href="mailto:pfc-ouest-dap-bfs.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr">pfc-ouest-dap-bfs.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr</a></p> <p>Facturation – paiement : <a href="mailto:pfaf-co-bfin-fm.referent.fct@intradef.gouv.fr">pfaf-co-bfin-fm.referent.fct@intradef.gouv.fr</a></p> <p>Technique : <a href="mailto:gsbdd-evx.prescripteur.fct@intradef.gouv.fr">gsbdd-evx.prescripteur.fct@intradef.gouv.fr</a></p> <p>Médiation – correspondant PME : <a href="mailto:sophie.de-monti-de-reze@intradef.gouv.fr">sophie.de-monti-de-reze@intradef.gouv.fr</a></p>	

## MARCHÉ PUBLIC

Location et maintenance préventive et curative de lave-linges et de sèche-linges au profit du groupement de soutien commissariat d'Évreux

Code CPV : 51543400-4 - Services d'installation de machines à laver, de machines de nettoyage à sec et de sèche-linge de blanchisserie

- 1<sup>ère</sup> partie : Clauses techniques particulières
- 2<sup>ème</sup> partie : Règlement de la consultation
- 3<sup>ème</sup> partie : Clauses administratives particulières
- 4<sup>ème</sup> partie : Engagement des parties
- Annexe n°1 (à compléter) : critère délai
- Annexe n°2 (à compléter) : critère environnemental
- Annexe n°3 (à compléter) : attestation de visite facultative
- Annexe n°4 : fiche incident

### Références :

- ⇒ Procédure : **DAF 2025\_000703**
- ⇒ marché<sup>1</sup> : **N° 2025 006 2025 00 00**
- ⇒ engagement juridique<sup>1</sup> : **EJ**

<sup>1</sup> Références complétées par le service acheteur après notification

# 1<sup>ère</sup> partie - Clauses Techniques Particulières

## I. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la location et la maintenance préventive et curative de lave-linges et de sèche-linges au profit du Groupement de Soutien Commissariat d'Évreux.

## II. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

### 2.1 Description générale des prestations demandées au titulaire

Les prestations du présent marché comprennent la mise à disposition de lave-linges et de sèche-linges en location, en libre-service 365 jours par an, ainsi que leur maintenance préventive et curative. Elles comprennent également la maintenance préventive et curative de machines appartenant à l'administration.

Dans le cadre du marché, on peut donc distinguer :

I.- Une prestation forfaitaire correspondant à la location et à la maintenance (préventive et curative) de lave-linges et de sèche-linges, ainsi qu'à la maintenance préventive de machines appartenant à l'administration.

Cette prestation est déclenchée dès la notification du marché, selon les modalités ci-après :

- Location-maintenance :

Site	Bâtiment	Nombre prévisionnel de lave-linge	Nombre prévisionnel de sèche-linge
BA 105 Évreux Route de paris 27000 ÉVREUX	62	4	4
CNMO-TSR Favières Route de Courville 28170 THIMERT-GATELLES	10	1	1
	11	1	1
DMD 76 Rouen 3 rue d'Herbouville 76178 ROUEN	AX135	2	2

Le titulaire met à disposition en location et maintenance des machines ayant les mêmes caractéristiques techniques que celles énoncées au point 2.2.

Les locaux à équiper sont prévus pour accueillir les équipements nécessaires à l'exécution du marché et sont tous dotés d'une installation électrique, compatible pour recevoir des machines en monophasé ou en triphasé, d'une arrivée d'eau froide et d'une évacuation pour les buées générées par le fonctionnement des sèche-linges.

L'installation des machines intervient impérativement **avant le 8 septembre 2025**. En cas de retard dans la procédure de passation du présent marché, une nouvelle date d'installation sera transmise au titulaire dans sa lettre de notification.

- Maintenance préventive des machines appartenant à l'administration :

Les modèles à prendre en compte sont les suivants :

A. 4 lave-linges, marque LG, capacité 10.5 kg, modèle FH069FD3MS :

- Numéro série : 012KWZH2C325
- Numéro série : 012KWT A2C329
- Numéro série : 012KWVQ2C319
- Numéro série : 012KWGG2C327

B. 4 sèche-linges, marque LG, capacité 10 kg, modèle RV1329CD4P :

- Numéro série : 012KWVQ20223
- Numéro série : 012KWT A20233
- Numéro série : 012KWCF20227
- Numéro série : 012KWZH2029

II- Des prestations à la demande déclenchées par bon de commande et correspondant à la maintenance curative des machines appartenant à l'administration.

## 2.2 Caractéristiques des matériels

Le titulaire doit fournir les fiches techniques des matériels proposés.

Le matériel mis en place doit respecter a minima les exigences détaillées ci-dessous :

- Lave-linge professionnel / industriel :

Caractéristiques exigées	
Capacité	7 kg minimum
Alimentation électrique	Compatible pour recevoir des machines en monophasé ou en triphasé (3 phases + neutre + terre)
Alimentation eau	Froide
Chargement	Frontal
Accès des utilisateurs aux machines	Libre (illimité, 24h sur 24) sans jeton ni monnayeur

Le lave-linge doit comporter obligatoirement au moins 3 programmes de lavage (délicat, coton et synthétiques) ainsi qu'au moins un programme d'essorage au-dessus de 1000 tours.

- Sèche-linge professionnel / industriel :

Caractéristiques exigées	
Capacité	7 kg minimum
Alimentation électrique	Compatible pour recevoir des machines en monophasé ou en triphasé (3 phases + neutre + terre)
Chargement	Frontal
Technologie	Séchage par évacuation
Accès des utilisateurs aux machines	Libre (illimité, 24h sur 24) sans jeton ni monnayeur

## 2.3 Obligations du bénéficiaire

Préalablement à la mise en place des matériels, le bénéficiaire doit s'assurer de la disponibilité des locaux (laveries) dans lesquels les matériels seront mis en service ainsi que de la conformité des raccordements en eau et électricité, et de la présence d'évacuations vers l'extérieur du bâtiment des buées générées par les sèche-linges.

Le bénéficiaire doit veiller à la bonne utilisation des matériels mis à disposition, conformément au mode d'emploi fourni et affiché par le titulaire.

Les dépenses liées aux consommations d'eau et d'électricité sont à la charge du bénéficiaire, de même que les produits lessiviels sont à la charge des utilisateurs.

## 2.4 Obligations du titulaire

Le titulaire doit :

- prendre toutes les dispositions utiles pour éviter les nuisances sonores, vibrations ou autres troubles provoqués par son matériel ;
- assurer le maintien en condition du matériel ;
- aviser immédiatement et par écrit le bénéficiaire, de tout acte de vandalisme ou de malveillance caractérisée découvert pendant l'exécution du marché public ;
- intervenir en cas de panne dans le délai qu'il aura indiqué dans son offre ;
- afficher sur le matériel le mode d'emploi et les consignes d'utilisation ;
- évacuer et faire éliminer les déchets issus des prestations, notamment les pièces usagées ;
- éliminer les déchets par type de traitement conformément, notamment, aux dispositions du code de l'environnement relatives à l'élimination des déchets industriels et à la récupération des matériaux.

## 2.5 Opération de clôture du marché

À l'issue du marché, le titulaire doit procéder à la désinstallation des matériels en place. Il récupère l'ensemble de ses machines à laver et à sécher le linge, installé sur les différents sites.

## 2.6 Difficultés rencontrées

Toute difficulté ( d'ordre administratif, technique ou relationnel ) rencontrée au cours de l'exécution du présent marché doit faire l'objet d'un compte-rendu qui doit être adressé par mail au GSC ÉVREUX : [gsgdd-evx.prescripteur.fct@intradef.gouv.fr](mailto:gsgdd-evx.prescripteur.fct@intradef.gouv.fr)

# III. EXECUTION DU MARCHE ET MODALITES DE COMMANDE

## 3.1 Prestations forfaitaires

Dès la notification du marché, un numéro d'engagement juridique est établi et envoyé au titulaire du marché pour les prestations dites forfaitaires (dotation de base).

Le titulaire doit prendre contact dès réception de l'acte d'engagement signé par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) avec le GSC d'Évreux pour préciser les modalités relatives à la livraison.

La livraison et l'installation des lave-linges et des sèche-linges doivent être réalisées durant les horaires de travail des différents sites militaires.

Le fonctionnement des matériels doit être opérationnel à compter du 8 septembre 2025.

Le non-respect de ce délai entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 4 du présent CCAP.

Avant la livraison initiale, le titulaire prend contact avec le correspondant administratif du GSC d'Évreux, au minimum 5 jours avant l'opération, afin de convenir de la date de livraison commune à tous les sites.

Le titulaire confirmera cette date par courriel.

## 3.2 Prestations à la demande

Prestations ne revêtant pas un caractère d'urgence : pour les prestations de maintenance curative des machines appartenant à l'administration ne revêtant pas de caractère d'urgence, l'administration adresse au titulaire un bon de commande. Un numéro d'engagement juridique différent est établi pour chaque bon de commande.

Prestations revêtant un caractère d'urgence : pour les prestations de maintenance curative des machines appartenant à l'administration revêtant un caractère d'urgence, l'administration adresse au titulaire une demande d'intervention par l'envoi d'un simple mail, valant bon de commande. Un numéro d'engagement prévisionnel unique est établi pour l'ensemble de ces interventions urgentes.

Les délais d'intervention ainsi que leurs dates de prise d'effet sont précisés à l'article 4.4 ci-après.

La facturation de ces prestations (urgentes ou non) devra impérativement respecter le prix de base indiqué à l'annexe financière (prix du forfait de déplacement et prix d'une heure de main d'œuvre) ainsi que le devis établi par le titulaire concernant le prix éventuel des pièces détachées et la durée de l'intervention.

L'appréciation du caractère urgent ou non des prestations appartient à chaque bénéficiaire.

#### IV. MAINTENANCE

##### 4.1. Maintenance préventive des lave-linges et des sèche-linges loués

Dans le cadre de son offre, le titulaire assure la maintenance préventive des matériels mis en place. La maintenance préventive est laissée à son appréciation.

##### 4.2. Maintenance curative sur les matériels loués

Pour les prestations de maintenance curatives sur les lave-linges et sèche-linges, le titulaire doit respecter le délai d'intervention de remise en condition opérationnelle du matériel, comme spécifié dans son offre technique (engagement des parties - 4<sup>ème</sup> partie). Le coût de cette maintenance curative est compris dans le montant global forfaitaire proposé par le titulaire.

Si la durée d'indisponibilité du matériel concerné excède 15 jours calendaires, le titulaire est tenu de procéder sans délai à son remplacement (à ses frais).

##### 4.3. Maintenance préventive des lave-linges et des sèche-linges appartenant à l'administration

Le coût de cette maintenance préventive des machines appartenant à l'administration est compris dans le montant global forfaitaire proposé par le titulaire.

La prestation comprend :

- Les déplacements aller-retour ;
- La main d'œuvre ;
- Toutes les actions nécessaires au démontage et au remontage des équipements (dépose des habillages) ;
- Les essais et contrôle de performance des matériels ;
- Le nettoyage des matériels et des gaines d'extraction des sèche-linges ;
- La fourniture de petites pièces comprenant l'emploi de consommables et petites visseries au titre des interventions de contrôle, de vérification, d'entretien, de réglage, de nettoyage, de graissage (joints notamment utilisés en plomberie, raccords, raccords à visser, à souder, brasures, ressorts, connecteurs, fusibles, lubrifiants - huile, graisse, dégrissant – et les petites fournitures électriques) ;

Les pièces de rechange (hormis la fourniture de petites pièces citées supra destinées à pallier l'usure courante), font l'objet de l'établissement d'un devis et d'une facturation spécifique au titre de la maintenance curative.

##### 4.4. Maintenance curative des lave-linges et des sèche-linges appartenant à l'administration :

Le titulaire doit respecter le délai d'intervention de remise en condition opérationnelle du matériel, comme spécifié dans son offre technique (engagement des parties - 4<sup>ème</sup> partie).

La prestation comprend :

- Les déplacements aller-retour et la main d'œuvre ;
- L'expertise/diagnostic des pannes ;
- L'établissement d'un devis ;
- Le dépannage immédiat des matériels si le dépannage ne nécessite pas de changement de pièces ;
- La réparation des matériels sur site ;
- Le montage/démontage des matériels et remplacement de pièces, le cas échéant ;
- Les essais de bon fonctionnement ;
- Le conseil d'utilisation des matériels.

Les prestations sont exécutées de la manière suivante :

Actions	Durée	Délai compris	Tarifs
Déplacement pour diagnostic et remise en condition opérationnelle si le dépannage ne nécessite pas de changement de pièces	72 heures maximum	Entre la réception de la demande d'intervention par bon de commande ou mail et le déplacement	Selon devis : base fixe mentionnée dans l'offre du candidat pour le déplacement et l'heure de main d'œuvre
Établissement et transmission du devis gratuit par le titulaire. Le titulaire précise s'il dispose des pièces, à défaut il indique le délai de réception des pièces sur le devis	24 heures maximum	Entre le diagnostic et l'envoi du devis au bénéficiaire	Selon devis : base fixe mentionnée dans l'offre du candidat pour le déplacement et l'heure de main d'œuvre + le coût des pièces
Réparation par le titulaire suite à une commande de pièces	Délai indiqué sur le devis du titulaire (celui-ci ne pouvant excéder 30 jours calendaires)	Entre la réception du devis validé et la remise en service du ou des matériels concernés.	

La date de prise d'effet de ce délai est la date de notification de la demande d'intervention, matérialisée par l'établissement d'un bon de commande ou par l'envoi d'un simple mail suivant le caractère urgent de cette demande (voir article 3.2).

En cas de non-respect du délai, le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard.

## V. MESURES DE SECURITE

Les dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS relatif aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent marché public. Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché public aux torts du titulaire.

Le personnel de la société titulaire ne peut exercer son activité dans l'enceinte militaire qu'après agrément par le représentant habilité du Ministère des armées.

Le titulaire s'engage à appliquer sans délai les mesures de sécurité particulières ou renforcées, demandées par le bénéficiaire, et notamment celles relatives à la protection des personnes et des biens devant être prises à la suite de la diffusion par l'autorité militaire de prescriptions particulières ou par la simple appréciation d'une situation locale en la matière.

Le titulaire doit fournir au GSC d'Évreux dès notification du marché :

- la liste des personnes (nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse) qu'il souhaite voir accéder sur le site ;
- la fiche de contrôle primaire sera transmise par le GSC d'Évreux (en version modifiable et en version scannée avec signature de l'intéressé) à renvoyer à l'adresse suivante :
- [gsbdd-evx.prescripteur.fct@intradef.gouv.fr](mailto:gsbdd-evx.prescripteur.fct@intradef.gouv.fr) ;
- le formulaire de demande de laissez-passer d'accès à la Base aérienne 105 accompagné d'un scan recto/verso de la carte nationale d'identité avec photo couleur de bonne qualité.

Les agents du titulaire ne peuvent exercer leur activité sur les sites désignés aux marchés publics qu'après autorisation par le représentant habilité du Ministère des armées, lequel peut refuser l'accès aux sites aux agents sans avoir à en fournir les motifs.

Le défaut d'autorisation n'entraîne en aucun cas la rupture du marché public concerné mais fait obligation au titulaire, dès notification de la décision par le bénéficiaire, de remplacer les agents non agréés par d'autres qui le sont.

Le titulaire doit répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun. L'administration pourra demander le remplacement d'un salarié contrevenant aux règles de sécurité.

### NOTA :

Le titulaire doit se conformer aux règles de circulation sur l'emprise de la BA 105. S'il est amené un jour à installer des matériels dans des bâtiments situés en zone « aéronautique », ses personnels doivent suivre une formation d'environ une heure en vue de la délivrance d'un « permis aéronautique », afin de les sensibiliser aux règles de circulation particulières dans ces zones. Ces dispositions sont inscrites dans le plan de prévention du site.

## 2<sup>ème</sup> partie – Règlement de la consultation

Marché passé selon une procédure adaptée en application des articles  
L. 2123-1, R. 2123-1 à R. 2123-4, art. L. 2125-1-1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 et art. R. 2162-13, R. 2162-14 du  
code de la commande publique

Étapes	Action	Description
1	<b><u>Accéder au dossier de consultation</u></b>	Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, <a href="#">sur la plateforme des achats de l'Etat</a> (PLACE). Pas d'envoi papier.
2	<b><u>Renseigner sa candidature</u></b> , au choix	<p>Via le Document Unique de Marché Européen (DUME) simplifié, généré automatiquement au format .xml, à télécharger sur <a href="#">PLACE</a> puis à renseigner à l'aide de <a href="#">l'outil en ligne disponible ici</a>.</p> <p>En cas de groupement, chacun des membres doit fournir un DUME simplifié distinct.</p> <p>Les candidats soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement présentent, à la demande de l'acheteur, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article susvisé. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par l'acheteur, ce dernier se réserve le droit d'exclure le(s) candidat(s) concerné(s) de la procédure.</p> <p>Ou via <a href="#">les formulaires DC1 et DC2</a></p>
3	<b><u>Renseigner son offre</u></b>	<p>Les documents à fournir au titre de l'offre sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le présent document valant engagement renseigné et si possible signé en 4<sup>ème</sup> partie (Engagement des parties - offre technique (I4) et offre financière (I5) - 2 bordereaux de prix à compléter) ;</li> <li>- les 2 annexes au DCE valant engagement (à compléter) : <ul style="list-style-type: none"> <li>* Annexe n°1 : critère « délai » ;</li> <li>* Annexe n°2 : critère environnemental ;</li> </ul> </li> <li>- l'annexe 3 au RC (à compléter) : attestation de visite facultative ;</li> <li>- les <u>fiches techniques</u> des lave-linges et des sèche-linges permettant de vérifier les spécifications du CCTP ;</li> <li>- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société, le cas échéant ;</li> <li>- une attestation d'assurance « responsabilité civile de chef d'entreprise » pour l'ensemble des prestations, couvrant les dommages de toute nature causés par ses employés dans le cadre du marché ;</li> <li>- les certificats fiscaux et sociaux de moins de 6 mois ;</li> <li>- un RIB.</li> </ul> <p><i>Possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;</li> <li>- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.</li> </ul> <p><i>En cas de <b><u>cotraitance (groupement)</u></b>, la solidarité est exigée, pour l'exécution, soit du groupement, soit de son mandataire en cas de groupement conjoint, et ce à l'égard de chacun des membres du groupement. Chaque co-traitant présentera une attestation de mandat dûment signée.</i></p> <p><i>La partie IV devra être signée par l'ensemble des entreprises groupées, ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises du groupement.</i></p> <p><i>En cas de <b><u>sous-traitance</u></b>, présentation d'un sous-traitant à l'aide du <a href="http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat">formulaire DC4</a> <a href="http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat">HYPERLINK http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat</a> dûment rempli et signé.</i></p> <p><b>Variantes interdites.</b></p> <p><b>Offres valables 120 jours</b> à compter de la date limite de remise de la dernière offre.</p> <p><b>Les documents et informations doivent être rédigés en langue française</b></p>

4	<b><u>Visite sur site facultative (1)</u></b>	
	Les sociétés peuvent effectuer une visite sur les 3 sites du GSC d'Évreux :	
	Les visites peuvent être programmées du lundi au jeudi de 09H00 à 12H00 et 13H30 à 16H00 / le vendredi de 09H00 à 12H00.	
	<b>Personnes à contacter par les candidats pour une prise de rendez-vous :</b>	
	Site	Site d'Évreux BA 105
	Grade nom prénom	ADC LEBATTEUR Julien SGT COLLEVILLE Margaux
	Téléphone	02.76.57.19.58 02.76.57.42.40
	Mail	<a href="mailto:gsbdd-evx.prescripteur.fct@intradef.gouv.fr">gsbdd-evx.prescripteur.fct@intradef.gouv.fr</a>
	Site	Site de Favières CNMO-TSR
	Grade nom prénom	SGT WEISS Cyril CCH1 Perrot Jean-Christophe
	Téléphone	02.37.38.53.98
	Mail	<a href="mailto:cnmo-tsr-favieres.chef-sg.fct@intradef.gouv.fr">cnmo-tsr-favieres.chef-sg.fct@intradef.gouv.fr</a>
	Site	Site de Rouen DMD 76
	Grade nom prénom	M. PETIT Xavier
	Téléphone	02.32.08.20.22
	Mail	<a href="mailto:dmd76.cmi.fct@intradef.gouv.fr">dmd76.cmi.fct@intradef.gouv.fr</a>
	(1) Attestation de visite facultative jointe en annexe 4	
5	<b><u>Signature</u></b>	Seul le soumissionnaire retenu est tenu de signer le marché (4 <sup>ème</sup> partie). Toutefois, afin d'optimiser les délais de procédure, tout soumissionnaire peut le signer dès le dépôt de l'offre.
6	<b><u>Dépôt sur la PLACE</u></b>	L'ensemble des pièces doit être déposé sur la <a href="#">PLACE</a> avant les date et heure indiquées sur la <a href="#">PLACE</a> , dans <b>un fichier compressé au format ZIP ou équivalent.</b>



### **Analyse des offres**

Le marché est attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée selon les critères pondérés suivants :

<p><b>Critère prix</b> Noté sur 70 points</p> <p><i>4<sup>ème</sup> partie – « Engagement des parties » - I 5. offre financière à compléter par le candidat</i></p>	<p><b>Sous-critère 1 : prix de la location-maintenance – sur 55 points</b></p> <p>Prix forfaitaire annuel comprenant la location et la maintenance de lave-linges et de sèche-linges ainsi que la maintenance préventive pour les machines appartenant à l'administration.</p> <p>La note est déterminée au regard de la formule suivante : (Prix HT du moins disant / prix de l'offre étudiée) x 55</p> <p><b>Sous-critère 2 : prix de base pour la maintenance curative des machines appartenant à l'administration – sur 15 points</b></p> <p>Maintenance curative d'un lave-linge et d'un sèche-linge (déplacement et heure de main d'œuvre)</p> <p>La note est déterminée au regard de la formule suivante : (Prix HT du moins disant / prix de l'offre étudiée) x 15</p>
<p><b>Critère délai</b> Noté sur 15 points</p> <p><i>Annexe 1 au DCE valant engagement à compléter par le candidat</i></p>	<p><b>Délai d'intervention en cas de panne (maintenance curative pour remise en condition opérationnelle des machines appartenant à l'administration)</b></p> <p>Délai en heures à compter de la date d'envoi de la demande de réparation.</p> <p>La note est déterminée au regard de la formule suivante : (Délai le mieux disant / délai de l'offre étudiée) x nombre de points. (Le délai maximum de dépannage pris en compte ne doit pas dépasser 72 heures)</p>
<p><b>Critère environnemental</b> Noté sur 15 points</p> <p><i>Annexe 2 au DCE valant engagement à compléter par le candidat</i></p>	<p><b>Sous critère 1 : consommation électrique en KW/H des sèche-linges – sur 10 points</b></p> <p>Norme technique en KW/H pour les sèche-linges proposés par le candidat.</p> <p>La note est déterminée selon la formule suivante : (Offre la mieux disante / offre proposée) x nombre de points</p> <p><b>Sous critère 2 : consommation en eau pour un lavage en cycle normalisé à 60° - sur 5 points</b></p> <p>Norme technique des lave-linges proposés par le candidat.</p> <p>La note est déterminée selon la formule suivante : (Offre la mieux disante / offre proposée) x nombre de points</p>
<p><b>Note et classement final</b></p>	<p>L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la meilleure note sur 100.</p>

### **Négociation**

L'acheteur se réserve le droit :

- de négocier tout ou partie de l'offre initiale avec l'ensemble ou une partie des soumissionnaires ;
- d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

## 3<sup>ème</sup> partie – Clauses administratives particulières

### VI. CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE

#### • Forme et étendue :

Le présent marché est un marché composite conclu avec un seul attributaire :

- un marché ordinaire pour les prestations forfaitaires ;
- un accord-cadre à bons de commande pour les prestations à la demande.

Le marché est conclu sans minimum et avec un montant maximum HT sur 1 an de 35 500 €.

#### • Parties prenantes :

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) : Le RPA agit pour toutes les formalités de notification du marché, de modifications du marché, de suivi administratif et financier, de règlement amiable des litiges, de résiliation. Il agit au profit du bénéficiaire suivant :

Groupement de Soutien du Commissariat d'ÉVREUX  
BA 105 Évreux  
Route de paris  
27000 ÉVREUX

Titulaire : Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le RPA. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

- Durée du marché : Le marché est conclu à sa date de notification et son début d'exécution prend effet à compter du 08/09/2025, afin de respecter le terme du précédent marché. En cas de retard dans la procédure de passation du présent marché, une nouvelle date d'installation sera transmise au titulaire dans sa lettre de notification.

Le marché est reconduit annuellement par tacite reconduction à sa date anniversaire de prise d'effet, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction. La décision de non-reconduction est notifiée au titulaire au plus tard deux mois avant sa date anniversaire de prise d'effet. En cas de non reconduction, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

- Bons de commande : les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

### VII. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent marché et ses annexes (fiches techniques détaillées des machines à laver et des sèche-linges avec les mentions obligatoires qui doivent figurer sur la fiche de consommation énergétique des matériels selon la réglementation européenne en vigueur – règlement UE 2017/1369 et 2019/2013), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Le CCAG/FCS et le code de la commande publique sont disponibles sur le site Internet : <https://www.economie.gouv.fr/daj/code-commande-publique-et-autres-textes> ;
- Les actes modificatifs éventuels, postérieurs à la notification du marché ;
- Les bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents du titulaire (notamment dans des documents commerciaux) ne peut s'intégrer au présent marché.

Le code de la commande publique est consultable sur le site Internet Légifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGITEXT000037701019/>

- **Bons de commande :** La réalisation de la prestation est subordonnée à la notification, par la PFC O, d'un ou plusieurs bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et sont poursuivis jusqu'à leur complète exécution, sans prolonger la durée d'exécution du marché de plus de six mois (à adapter selon la durée du marché. Pour les marchés < 1 an, prévoir une durée en semaines).

Chaque bon de commande est adressé au titulaire par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception, et comporte notamment les indications suivantes :

- |   |  |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- référence interne correspondant au n° EJ (engagement juridique) CHORUS figurant en page de garde du marché ;</li> <li>- numéro et date de commande ;</li> <li>- nature de la prestation ou de la fourniture ;</li> <li>- date(s) d'exécution de la prestation ou de livraison ;</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- lieu(x) d'exécution ou de livraison ;</li> <li>- prix hors taxe ;</li> <li>- montant de la TVA ;</li> <li>- prix toutes taxes comprises.</li> </ul> |
|---|--|

La signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

En cas d'urgence, l'administration adresse au titulaire une demande d'intervention par l'envoi d'un simple mail, valant bon de commande, selon les modalités prévues à l'article 3.2 du CCTP.

- **Sous-traitance :** La sous-traitance de la fourniture, même partielle, est interdite. Seule la livraison peut être confiée à un tiers, sans déclaration de sous-traitance.

## VIII. RESPONSABILITE - SECURITE

- **Accès aux enceintes militaires :** le titulaire prend contact avec le bénéficiaire avant la livraison.
- **Assurance :** le titulaire doit pouvoir justifier, durant toute l'exécution du marché, qu'il est titulaire d'une assurance "responsabilité civile de chef d'entreprise" pour l'ensemble des prestations, couvrant les dommages de toute nature causés par ses employés dans le cadre du marché.
- **Attestations fiscales et sociales (à supprimer si exécution < 6 mois) :** le titulaire doit fournir ou mettre à disposition, tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de son exécution, les documents inscrits aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du code de travail en respectant les dispositions de l'article D 8222-8 de ce même code, ainsi qu'une attestation de régularité fiscale. Le titulaire est dispensé de cette formalité si l'acheteur peut accéder aux données gratuitement via un espace numérique.

L'attestation de régularité fiscale peut être demandée :

- au service des impôts des entreprises (SIE) pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu (en utilisant le formulaire n°3666) ;
- en ligne sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (délivrance en temps réel).

- **Certification des entreprises suite à l'exécution des marchés et accords-cadres**

Le Ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du Ministère des armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : (liste non exhaustive)

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités pour retard.

## IX. MODALITES DE CONTROLE D'EXECUTION

- **Service fait et incidents** : le bénéficiaire établira sous trois jours après la mise en place la constatation du service fait. Les incidents susceptibles d'intervenir dans l'exécution du marché sont mentionnés sur une fiche incident (annexe 4) visée de manière contradictoire entre le bénéficiaire et le titulaire afin d'effectuer les éventuels calculs de réfaction ou de pénalité.

- **Pénalités pour retard** : Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14.1 du CCAG/FCS, si le titulaire ne livre pas la fourniture dans le délai contractuel, il encourt une pénalité fixée comme suit :

$$P = (V \times \text{fonction du nombre de machines livrées en retard} \times R) / 280$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = montant hors taxes du forfait de la location annuelle de x lave-linges et de x sèche-linges divisé par 12

R = le nombre de jours calendaires de retard

- **Pénalités pour indisponibilité** : 20 € / jour / machine, à compter du dépassement du délai de réparation ou de remplacement, indiqué sur l'offre, pour une intervention non effectuée sur site dans le temps imparti.

- **Pénalité pour retard dans le délai d'intervention pour la maintenance** : 5 € /jour pour retard au-delà du délai d'intervention pour la maintenance préventive ou curative, indiqué sur l'offre.

- **Réfections** : Lorsque le RPA estime que les prestations, sans être entièrement conformes, peuvent néanmoins être admises, une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées peut être appliquée.

Les pénalités ou les réfections seront appliquées sur la facture ou feront l'objet d'un titre de perception.

- **Défaillance du titulaire** : Le titulaire est considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure de livrer les machines. En cas de défaillance, le titulaire est mis en demeure, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception, d'honorer ses engagements dans un délai de 8 jours. Passé ce délai, il peut être fait application par le RPA de l'article 36 du CCAG/FCS.

- **Clause de réexamen** :

Modification du parc : ajout et retrait des lave-linges et des sèche-linges

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, des modifications durant l'exécution du marché peuvent intervenir.

Sur demande du bénéficiaire et selon les éventuels nouveaux besoins du GSC, le parc des matériels est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse.

L'ajout de nouvelles machines à laver ou à sécher le linge reste limité à huit (8) par an.

Ainsi, toute évolution du parc des machines suite à la demande du bénéficiaire, sera contractualisée par un ordre de service validé auparavant par le RPA.

Le retrait des machines à laver ou à sécher le linge, ainsi que la livraison, l'installation et la mise en route de nouveau matériel ne peuvent intervenir qu'après prise de rendez-vous auprès du représentant de l'organisme bénéficiaire, au minimum huit jours avant la date de livraison et/ou d'installation souhaitée.

A titre informatif, un besoin supplémentaire de 4 lave-linges et de 4 sèche-linges a déjà été identifié comme suit pour une installation au mois de Mars 2026 :

Site	Bâtiment	Nombre prévisionnel de lave-linge	Nombre prévisionnel de sèche-linge
BA 105 Évreux Route de paris 27000 ÉVREUX	117	4	4

## X. MODALITES FINANCIERES

- **Contenu et forme du prix** : le marché est conclu à prix mixtes et révisables.

### 1- Prestations forfaitaires

Le prix comprend :

- La fourniture, la livraison, l'installation et la maintenance préventive et curative des matériels machines à laver et sèches linges loués ;
- La maintenance préventive des machines appartenant à l'administration ;
- L'emballage et le conditionnement ;
- La documentation ;
- Tous les frais généraux, charges sociales ;
- Les frais d'assurance et de garanties ;
- Les impôts, taxes fiscales et parafiscales en vigueur ;
- Les frais de déplacement / transport / livraison / pose-installation-vérification fonctionnement de la mise en route des machines.

Dans tous les cas, le prix est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution du marché et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Le prix est établi en euros à l'unité réglementaire (deux décimales) toutes taxes comprises.

### 2- Prestations à la demande

Les prestations correspondent à la maintenance curative des machines appartenant à l'administration.

Le prix de chaque prestation se compose :

- Du prix forfaitaire de base comprenant le prix du forfait déplacement aller-retour et le prix de l'heure de main d'œuvre, indiqué à l'annexe financière remplie par le titulaire ;
- Du prix éventuel des pièces détachées nécessaires à l'intervention et la durée de l'intervention indiqués sur le devis réalisé par le titulaire.

Dans tous les cas, le prix est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution du marché et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Le prix est établi en euros à l'unité réglementaire (deux décimales) toutes taxes comprises.

- **Révision des prix** :

Les prix sont réputés établis selon les conditions économiques à la date limite de dépôt des offres finales.

La révision de prix est effectuée à l'initiative du titulaire. En cas de révision, le nouveau prix de règlement ne pourra être appliqué qu'après accord du RPA.

Toutefois, en l'absence d'envoi de la révision du prix par le titulaire dans un délai de 2 mois à compter de la date d'anniversaire de notification du marché, l'administration se réserve le droit de procéder ou non elle-même à la révision du prix et informera le titulaire de cette décision. Passé ce délai, les prix ne seront pas révisés pour l'année à venir et aucune compensation ne sera accordée par la personne publique.

- **Forclusion** :

La révision des prix est effectuée par le seul titulaire et adressé à la PFC-O.

Le titulaire doit présenter les prix révisés à l'administration dans le mois précédant la date de révision prévues contractuellement. En cas d'absence ou de présentation hors délai fixé, le prix restera inchangé jusqu'à la prochaine révision prévue. Dans ce cas, aucune compensation ne sera accordée par la personne publique.

- **Clause butoir** :

L'augmentation annuelle ne doit pas dépasser 3% des prix de l'année précédente.

Dans le cas où l'augmentation des prix serait supérieure aux 3%, le RPA pourra décider :

- soit de procéder à la résiliation de l'accord-cadre ;
- soit, en accord avec le titulaire, de plafonner les prix à hauteur de 3% d'augmentation ;
- soit de poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à la condition que le titulaire justifie l'augmentation au-delà de la clause butoir par tout moyen permettant au RPA d'apprécier une telle hausse.

- **Avance :** Sauf refus du titulaire exprimé en 4<sup>ème</sup> partie du marché (engagement des parties), une avance égale à 5% du montant toutes taxes comprises du marché (ou 20% pour une PME) est accordée au titulaire dans les conditions fixées par les articles L.2191-3, R.2191-3 et suivants du code de la commande publique. Le délai global de paiement de l'avance court à partir de la date de notification du marché.
- **Dématérialisation des factures :** Le titulaire effectue l'envoi de ses factures en version dématérialisée via le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), sur lequel un kit de communication et de raccordement technique est disponible.
- **Contenu des factures :** Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes (en l'absence des mentions demandées, la facture est rejetée) :
  - La classification de l'entreprise PME/PMI/TPE, le cas échéant ;
  - Le numéro de service exécutant : « D0410U5035 » ;
  - La domiciliation des paiements telle qu'elle figure à l'engagement des parties ;
  - Le service bénéficiaire et l'adresse complète du lieu d'exécution ;
  - La référence interne correspondant au n° EJ (engagement juridique) figurant sur la page de garde du marché ;
  - Le montant total hors taxes (HT) ;
  - Le montant total toutes taxes comprises (TTC) ;
  - Le numéro SIRET unique de l'État : 110 002 011 00044.
- **Règlement du marché :** Le mode de règlement est le mandat administratif par virement sur le compte bancaire ou postal indiqué en 4<sup>ème</sup> partie du marché (engagement des parties). Le règlement des sommes dues s'effectue après exécution complète des prestations et constatation du service fait.
- **Délai global de paiement :** Les sommes dues en exécution du marché sont payées dans un délai de trente jours suivant la date de réception de la demande de paiement par le service exécutant, sous condition de service fait.
- **Intérêts moratoires :** Le défaut de paiement dans le délai réglementaire fait courir de plein droit, et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire, ainsi qu'une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 €.
- **Nantissement – cession de créance :** par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG/FCS, le RPA délivre sur demande du titulaire et sans frais les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créance sera directement notifiée par l'établissement cessionnaire au comptable assignataire.

## XI. LITIGES - DIFFERENDS

- **Médiation :** Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché peut être soumis par l'opérateur économique titulaire au service acheteur. Point de contact : [sophie.de-monti-de-reze@intradef.gouv.fr](mailto:sophie.de-monti-de-reze@intradef.gouv.fr). Le titulaire peut saisir la mission ministérielle PME. Point de contact : [mission-ministerielle-pme.cmi.fct@intradef.gouv.fr](mailto:mission-ministerielle-pme.cmi.fct@intradef.gouv.fr). Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.
- **Règlement des litiges :** En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal administratif de Rennes est seul compétent pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à ses cocontractants, même si ces derniers sont étrangers.
- **Résiliation :** Par dérogation aux articles 29 et suivants du CCAG/FCS, le RPA se réserve le droit de mettre fin au marché sans indemnité en cas de décision ministérielle, de dissolution ou de restructuration ayant une incidence sur le déroulement du marché et en cas de non-respect des clauses contractuelles.

## XII. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

- L'article II. Pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.
- L'article IV. Modalités de contrôle d'exécution / pénalités pour retard déroge aux articles 13, 14.1 et 14.2.5 du CCAG/FCS.
- L'article V. Modalités financières / Nantissement-cession de créance déroge à l'article 4.2.2 du CCAG/FCS.
- L'article VI. Litiges / résiliation déroge aux articles 38 et suivants du CCAG/FCS.

## 4<sup>ème</sup> partie – Engagement des parties

## I. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

### I.1. Identification et engagement du titulaire

- Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public et conformément à leurs clauses, le signataire :

*Nom commercial :*

*Dénomination sociale :*

*Adresse établissement et adresse siège social (si différente) :*

*Adresse électronique :*

*Numéro de téléphone :*

*Numéro SIRET :*

- s'engage, ☐ sur la base de son offre et pour son propre compte ;  
☐ pour le compte du groupement identifié au I.2. ;

### **I.2. Identification du groupement** *(Uniquement en cas de groupement d'opérateurs économiques.)*

#### **I.2.1 Identification des membres du groupement et mandat**

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est : ☐ conjoint ou ☐ solidaire  
 En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est : ☐ conjoint ou ☐ solidaire

**Par leur signature ci-après, les membres du groupement, donnent mandat au mandataire identifié au I.1, qui l'accepte :**

- pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public.

Désignation des membres du groupement	Nom, prénom et qualité du signataire	Lieu et date de signature + Signature
---------------------------------------	--------------------------------------	---------------------------------------

<i>nom commercial</i> <i>dénomination sociale</i> <i>adresses établissement et siège social (si</i> <i>différente de celle de l'établissement),</i> <i>adresse électronique</i> <i>numéros de téléphone numéro SIRET</i>		

### I.2.2. En cas de groupement conjoint, répartition des prestations

<b>Membre du groupement</b>  <i>nom commercial</i> <i>dénomination sociale</i>	<b>Prestations exécutées</b> <b>par les membres du groupement conjoint</b>	
	<b>Nature de la prestation</b>	<b>Montant € HT</b> <b>de la prestation</b>

### I.3. Compte (s) à créditer (Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

- Nom de l'établissement bancaire :
- Numéro de compte :

### I.4. Offre technique

Le matériel mis en place doit comporter au minimum les exigences indiquées dans le tableau ci-dessous :



NOTRE BESOIN (colonne 1)		OFFRE DE VOTRE SOCIETE  Les machines de lavage et de séchage doivent correspondre aux éléments cités dans la colonne 1  (compléter ou barrer la mention inutile)
1	Mise à disposition de machines à laver et sèche-linges professionnelles / industrielles à chargement frontal en libre-service d'une capacité de 7 kg minimum, 365 jours par an, sans jeton ni monnayeur	OUI ou NON
2	Les lave-linges doivent comporter obligatoirement au moins 3 programmes de lavage (délicat, coton et synthétiques)	OUI ou NON
3	Un programme d'essorage super essorant au-dessus de 1000 tours	OUI ou NON
4	Alimentation électrique monophasée <u>ou</u> en triphasée (3 phases + neutre + terre)	OUI ou NON
5	Arrivée d'eau froide pour le matériel de lavage	OUI ou NON
6	Evacuation des buées	OUI ou NON
7	Fréquence préconisée pour la maintenance préventive des machines appartenant à l'administration	

### I.5. Offre financière

#### ➤ PRESTATION FORFAITAIRE

Prix forfaitaires annuels comprenant la location et la maintenance de lave-linges et de sèche-linges ainsi que la maintenance préventive des machines appartenant à l'administration :

Description des prestations	Prix annuel forfaitaire pour 1 machine en € HT(1)	Nombre de machines	Prix annuel forfaitaire total en € HT(1)	Taux TVA	Prix annuel forfaitaire total en € TTC <sup>(1)</sup>
Location-maintenance des machines					
Location et maintenance (préventive et curative) annuelles pour <u>lave-linges</u> (déplacement et main d'œuvre inclus)		8			
Location et maintenance (préventive et curative) annuelles pour <u>sèche-linges</u> (déplacement et main d'œuvre inclus)		8			
Maintenance préventive des machines appartenant à l'administration					
Maintenance préventive des <u>lave-linges</u> appartenant à l'administration		4			
Maintenance préventive des <u>sèche-linges</u> appartenant à l'administration		4			
Prix annuel forfaitaire total			En € HT	Taux TVA	En € TTC

➤ **PRESTATIONS A LA DEMANDE**

Prix de base pour la maintenance curative des machines appartenant à l'administration :

Description des prestations à la demande	Prix du forfait déplacement aller – retour	Prix d'une heure de main d'œuvre	Prix total HT(1)	Montant TVA	Prix total TTC(1)
Maintenance curative d'un lave-linge (déplacement et main d'œuvre inclus)					
Maintenance curative d'un sèche-linge (déplacement et main d'œuvre inclus)					

<sup>(1)</sup> Prix à indiquer en chiffres deux décimales maximum après la virgule

**Signature du marché par le titulaire individuel ou le mandataire du groupement :**  
 (Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente)

--

## 6. ATTRIBUTION

Le commissaire en chef de 1ère classe Richard CHAPPAT, directeur de la plate-forme commissariat Ouest de Rennes, attribue le marché à la société.....

À Rennes, le

Signature

**ANNEXE 1 AU DCE VALANT ENGAGEMENT**  
*Cette annexe est à joindre impérativement à l'offre*

**CRITERE DÉLAI noté sur 15 points**

<p><b>Délai d'intervention en cas de panne exprimé en heures à compter de la date d'envoi de la demande de réparation (maintenance curative pour remise en condition opérationnelle) :</b></p> <p><i>(<sup>1</sup> Délai maximum de dépannage arrêté à 72 heures)</i></p>	<p><b>.... heures ouvrées<sup>1</sup></b></p>
---	---

N.B : Ce délai engage le titulaire. En cas de non-respect lors de l'exécution du marché, le titulaire s'expose à l'application de pénalités prévues en 3ème partie - *Clauses Administratives Particulières* (X. Modalités de Contrôle d'exécution) ou à la résiliation du marché.

## **ANNEXE 2 AU DCE VALANT ENGAGEMENT**

*Cette annexe est à joindre impérativement à l'offre*

**CRITÈRE ENVIRONNEMENTAL noté sur 15 points**

**SOUS –CRITERE 1 : CONSOMMATION ÉLECTRIQUE EN KWH - noté sur 10 points**

Consommation électrique en KWH des sèche-linges professionnels / industriels :	..... KWH
--	-----------

**SOUS –CRITERE 2 : CONSOMMATION EN LITRES D'EAU - noté sur 5 points**

Consommation en eau des machines à laver professionnelles / industrielles pour un lavage en cycle normalisé à 60° :	..... litres d'eau consommés par lavage
---	---

*N.B : Ces déclarations engagent le titulaire. En cas de non-respect lors de l'exécution du marché, le titulaire s'expose à l'application de pénalités prévues en 3ème partie - Clauses Administratives Particulières (IV. Modalités De Contrôle 'exécution) ou à la résiliation du marché.*



### ANNEXE 3 : ATTESTATION DE VISITE FACULTATIVE

Marché relatif à la location et à la maintenance de machines à laver et sèche linges au profit du Groupement de Soutien du Commissariat d'Évreux.

Grade, nom, prénom du responsable de la visite \_\_\_\_\_

atteste que M. \_\_\_\_\_

représentant la société \_\_\_\_\_

en qualité de \_\_\_\_\_

a visité le site afin de procéder à l'estimation, au positionnement, à la prise en compte des mesures à respecter ainsi qu'à toutes les spécificités inhérentes à la mise en place des 12 machines à laver et des 12 sèche linges au profit du Groupement de Soutien Commissariat d'Évreux.

Toute observation ou question doit être formulée par écrit sur le portail des marchés publics (PLACE) [www.marchés-publics.gouv.fr](http://www.marchés-publics.gouv.fr)

À ÉVREUX, le .....

Signature du responsable de la visite

Signature du représentant de la société

### ANNEXE 4 - FICHE INCIDENT

UTILISER IMPERATIVEMENT CETTE FICHE POUR TOUT INCIDENT

DAF 2025\_000703

(Joindre si nécessaire une annexe relatant précisément l'incident)

Cette annexe est utilisée en cas d'incident constaté au cours de l'exécution du marché

<b>TITULAIRE</b>	
<b>N° DE MARCHE</b>	2025 006 2025
<b>BENEFICIAIRE</b>	

1	<b>Actions menées par le prescripteur</b>	<b>Cocher la case correspondante</b>	<b>Observations éventuelles</b>	
	Remarque verbale au fournisseur	<input type="checkbox"/>		
	Remarque écrite au fournisseur (document à joindre à la fiche d'incident)	<input type="checkbox"/>		
2	<b>Nature de l'incident (ou des incidents)</b>	<b>Cocher la case correspondante</b>	<b>Zone et type de prestation</b>	
	<b>A – Non-respect du calendrier d'exécution des prestations</b>	<b>Application de pénalités</b>		
		<b>OUI</b>	<b>NON</b>	
	Retard délai d'intervention	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Nombre de jours de retard :
	Délai d'intervention trop long	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Dans l'affirmative, le calcul des pénalités est effectué par le RPA et transmis au titulaire</b>				
	<b>B – Prestations à réaliser</b>	<b>Application de réfections</b>		<b>Zone et type de prestation</b>
		<b>OUI</b>	<b>NON</b>	
	Prestations non effectuées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Prestations partiellement effectuées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Prestations non conformes au CCTP	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<u>Autres motifs :</u>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Dans l'affirmative, le calcul des réfections est effectué par le RPA et transmis au titulaire</b>				
	<b>C – Autre(s) nature(s) d'incident(s)</b>	<b>Cocher la case correspondante</b>		<b>Observations éventuelles</b>
		<b>OUI</b>	<b>NON</b>	

Tenue vestimentaire non appropriée des agents de l'entreprise		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dégâts dus aux prestations		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Facture non conforme		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<u>Autres motifs :</u>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3	Traitement du ou des incidents par le fournisseur	Cocher la case correspondante		Observations éventuelles
- <u>incident(s) traité(s) rapidement</u>  ♦ et qui ne s'est (ne se sont) pas renouvelé(s) <input type="checkbox"/>  ♦ mais qui s'est (se sont) renouvelé(s) <input type="checkbox"/>				
- incident(s) en cours de règlement		<input type="checkbox"/>		
- incident(s) non réglé(s) à ce jour		<input type="checkbox"/>		
<b>UTILISER IMPERATIVEMENT CETTE FICHE POUR TOUT INCIDENT</b>				

**OBSERVATION (S) du titulaire :**

<u>Représentant de la société :</u>  Nom - Prénom : Date et signature :	<u>Représentant de l'entité MINARM bénéficiaire :</u>  Nom - Prénom : Date et signature :
--	--